

Les grandes conférences internationales

La Suisse, du fait de son statut de pays neutre et berceau de la Croix-Rouge, est devenue l'hôte non seulement de la SDN puis de l'ONU, (sans compter les diverses organisations internationales qui y sont établies), mais aussi de diverses conférences internationales. A vrai dire, la logistique et l'organisation exceptionnelles de la première d'entre elles, la Conférence d'Indochine, a amené celles qui ont suivi.

La Conférence internationale sur l'Indochine

Avant d'apprendre ce que fut la Conférence internationale de Genève en 1954, il est nécessaire de rappeler brièvement les faits : Colonisé par la France, le Vietnam, en 1945, déclare son indépendance et établit la République démocratique du Vietnam. La France n'étant pas prête à perdre cette colonie, une guerre s'engage. C'est la première guerre d'Indochine. Le conflit s'enlise. Jusqu'en 1949, le parti communiste dirigé par Ho Chi Minh, le Viet Minh, va combattre seul. Les autres puissances ne s'intéressent que très peu au Vietnam et l'URSS n'a toujours pas reconnu la République démocratique du Vietnam. Mais dès la chute de Tchang Kai Chek en Chine au profit de Mao Zedong, en 1949, la guerre d'Indochine devient d'intérêt primordial puisqu'elle devient le champ de bataille entre le camp occidental et le camp communiste. Le 18 janvier 1950, Pékin reconnaît la République démocratique du Vietnam, suivie de près par Moscou et ses pays satellites. De l'autre côté, les pays occidentaux reconnaissent le régime pro-occidental de Bao Dai. Le conflit va s'enliser jusqu'à la proclamation d'indépendance du Laos et du Cambodge et une défaite décisive de la France à Dien Bien Phu après 57 jours de résistance.



La Conférence de Genève s'ouvrit le 26 avril 1954 avec les délégués de 19 nations afin de régler les conflits de Corée et d'Indochine. Elle aboutit uniquement pour l'Indochine, mais le compromis trouvé fut le terreau de la deuxième guerre d'Indochine.

La France lors de la Conférence parvient à s'accorder avec le délégué de la République du Vietnam, Pham Van Dong, sur le fait que la France allait évacuer très vite ses troupes et que le Vietnam serait partagé en deux avec une zone démilitarisée pour les départager. L'autorité du Viet Minh est reconnue au Nord, qui devient une république communiste. Le sud, dont la capitale est Saïgon, a pour chef l'ex-empereur de l'Annam, Bao Dai.

Il s'agit de la première grande conférence diplomatique à laquelle participe la République populaire de Chine et elle souhaite montrer qu'un conflit est plus facilement réglé entre les cinq grandes puissances que par l'ONU, dont elle ne fait pas partie. De plus, la Chine préfère éloigner l'impérialisme américain de ses frontières, et est pour ce faire prête à utiliser le Vietnam du Nord comme zone tampon.



Le ministre français des Affaires étrangères Pierre Mendès-France

source : Documents Diplomatiques Suisses, http://www.dodis.ch/f/bilder_start_175.html

Le gouvernement du Sud, dirigé Dao Bai, empereur du Vietnam lorsque la France y exerçait encore sa domination, ne signera pas la Déclaration finale, à l'instar des Etats-Unis, et refusera ensuite de procéder à des élections. Il aurait souhaité, plutôt que des communistes occupant le nord, un contrôle de l'ONU sur tout le pays pour aboutir sur du plus long terme à des élections générales. Les Etats-Unis se sont contentés de prendre acte de la Déclaration finale, ce qui leur permettra de garder les mains libres plus tard en Asie.

Une fois encore, cette conférence ne pouvait avoir lieu que dans un pays neutre, les Etats-Unis ne reconnaissant pas le Gouvernement populaire de Mao Zedong et le Gouvernement français ne reconnaissant pas la République du Vietnam de Ho Chi Minh. Pour la Suisse, ce fut là l'occasion idéale pour affermir des relations étroites avec les représentants des cinq grandes puissances et les délégués des autres pays participants à la Conférence. Max Petitpierre remplaça fin 1944 Marcel Pilet-Golaz à son poste de Conseiller fédéral du Département politique (renommé Département des Affaires étrangères) et instaurera la notion de « neutralité active » et celle de bon office. Petitpierre s'efforça aussi de ne pas prendre parti pour le camp capitaliste ou le camp communiste. La Suisse va retirer de cette Conférence une confiance accrue pour son rôle d'organisatrice de conférences internationales. On se félicite de l'atmosphère genevoise, propice aux négociations et de l'accueil réservé par la ville. Celle-ci a évacué les hôtels de la ville afin de faire de la place, demandé aux propriétaires de villas de bien vouloir les prêter aux délégations, géré les rivalités et susceptibilités des pays, et le tout avec la plus grande diplomatie.

1955 : Le sommet des Quatre grands

C'est dans la même lignée que fut organisée une deuxième conférence de Genève en 1955. Elle réunit, du 18 au 21 juillet 1955, le président américain Eisenhower, le premier secrétaire du parti communiste, Nikita Khrouchtchev, le premier ministre anglais Anthony Eden et le président du Conseil français Edgar Faure. Leur but est de résoudre la question de la réunification allemande. Les pourparlers portent également sur la sécurité européenne, sur le désarmement et sur les relations Est-Ouest. Même si les quatre ne parviennent pas à un accord, notamment en ce qui concerne le sort futur de l'Allemagne, le contact n'est pas rompu. On va même jusqu'à parler d'un nouvel « esprit de Genève » en référence au climat pacifiste qui avait déjà animé la Société des Nations dans la période de l'entre-deux-guerres.

Après de fortes tensions, cette Conférence marque un certain esprit de détente. On relance les négociations sur le désarmement. Eisenhower propose un plan d'inspection aérienne réciproque, alors que les Russes proposent de diminuer progressivement les stocks d'armes nucléaires et réduire les forces conventionnelles d'armement.

Depuis Yalta, c'est la première fois que les dirigeants des grandes puissances se réunissent en personne pour discuter d'accords de paix et de stabilisation.

Un millier de soldats vint porter main forte à la police genevoise et le jeudi 21 juillet, les « Quatre Grands » sont solennellement reçus à dîner dans les salons du Palais Eynard par le Président de la Confédération, M. Max Petitpierre, et par le Conseil fédéral.



Réception du premier Ministre Anthony Eden par Max Petitpierre à l'occasion de la Conférence des « Quatre Grands ».

source : Documents Diplomatiques Suisses, http://www.dodis.ch/f/bilder_1955.html

1985 : la rencontre Reagan - Gorbatchev

Le Président des Etats-Unis, Ronald Reagan, et le secrétaire général du parti communiste soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, se rencontrent du 19 au 21 novembre 1985 pour discuter d'une réduction de 50% des forces nucléaires stratégiques et d'un accord intérimaire sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Cette rencontre marquait un apaisement dans les relations est-ouest, qui s'étaient fortement durcies dès la fin de l'administration Carter (contexte de l'invasion de l'Afghanistan par les forces soviétiques et au moment de l'affaire des otages américains à Téhéran).

A partir de 1980, l'administration Reagan fait augmenter fortement les crédits militaires et développe de nouvelles armes à même de contenir la puissance soviétique.

On assiste donc à un retour de la course aux armements. Mais en 1985, Gorbatchev succède à Brejnev et la diplomatie prend le pas sur la confrontation grâce à son attitude ouverte et coopérative.



Genève a à nouveau offert ses services comme hôte, et a prouvé son savoir-faire dans l'accueil de rencontres au sommet. Cette rencontre a ouvert la voie à toute une série de sommets entre Gorbatchev et les présidents américains Bush et Reagan, principalement sur le thème du désarmement, les deux parties admettant qu'il n'y aurait pas de vainqueur en cas de conflit nucléaire.

2003 : l'initiative de Genève

Genève fut aussi le lieu de rencontre d'un certain nombre de réunions au sommet pour le règlement du conflit israélo-arabe. En décembre 1973, une conférence pour la paix au Moyen-Orient est organisée afin de trouver un terrain d'entente après la guerre de Kippour. La Jordanie, l'Égypte, Israël, les États-Unis, l'URSS et le Secrétaire général de l'ONU y participent. Une autre réunion eut lieu en 1994 entre Hafez El Assad, président de la République arabe syrienne et le président des États-Unis Bill Clinton, afin d'engager un dialogue sur la question du règlement du conflit, dialogue qui n'aboutira pas non plus.

L'Initiative de Genève, ou Accord de Genève, fut signée à Genève en 2003 et vise également à trouver une solution à ce conflit. Il s'agit d'un plan de paix alternatif dont les principaux artisans sont l'ancien ministre israélien de la justice Yossi Beilin et l'ancien ministre palestinien de l'information, Yasser Abbed Rabbo. Ces deux personnalités s'étaient rencontrées en janvier 2001 à Taba (Égypte) alors qu'elles étaient toutes deux encore en fonction. Les efforts de réconciliation déployés à Taba avaient été balayés par l'Intifada et l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon. L'Initiative s'inscrit dans le prolongement des discussions de Taba et prévoit de grandes concessions de part et d'autre.

Les accords, très détaillés, prévoient un règlement global du conflit israélo-palestinien dont :



Yossi Beilin et Yasser Abbed Rabbo ▲ à l'occasion de la signature de l'initiative.

- le partage de la souveraineté sur Jérusalem, qui deviendrait la capitale des deux États. Les quartiers arabes et l'Esplanade des mosquées seraient sous souveraineté palestinienne,
- l'évacuation par Israël de 98% de la Cisjordanie, dont la plupart des colonies, et la totalité de la bande de Gaza,
- le règlement de la question de la circulation entre Cisjordanie et Bande de Gaza,
- une indemnisation des réfugiés palestiniens, et une forte limitation du droit au retour dans les territoires contrôlés par Israël : le nombre de réfugiés autorisés à rentrer serait en effet fixé par Israël, ce qui revient presque à la renonciation des Palestiniens exilés à rentrer en Israël.

Cette initiative a été négociée secrètement pendant près de trois ans, et a été rendue publique après l'échec des négociations de Camp David en juillet 2000 et les négociations de Taba en 2003. L'accord final a été conclu en Jordanie en 2003. Cet accord a permis de relancer le débat et de pousser les diverses parties à tenter de formuler de nouvelles propositions.

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a facilité ce projet dans le cadre de ses programmes de promotion civile de la paix. Les auteurs de l'initiative ont souhaité faire connaître les résultats de leur effort et réitérer leur engagement dans le cadre d'une cérémonie qui a eu lieu le 1er décembre 2003 à Genève. Ont assisté à cette cérémonie un certain nombre de personnalités politiques, dont l'ancien président américain Jimmy Carter, architecte des accords israélo-égyptiens de Camp David en 1979 et prix Nobel de la paix en 2002, l'ancien président portugais Mario Soares, Lech Walesa, Micheline Calmy-Rey, et Nelson Mandela en duplex. La cérémonie rassemblait près de 1'000 invités, dont 200 Israéliens et 200 Palestiniens.